



Rapport d'enquête

La situation des enseignant-e-s dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP)

Principales conclusions et implications pour les organisations membres de l'Internationale de l'Éducation

L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) sont de plus en plus présentés comme essentiels au développement économique, à la transformation technologique, à la transition climatique et à l'avenir du travail. Pourtant, les résultats de la première enquête mondiale menée par l'Internationale de l'Éducation auprès de ses organisations membres représentant les enseignant-e-s de l'EFTP et le personnel de soutien à l'éducation révèlent un fossé persistant entre les ambitions affichées par les gouvernements pour ce secteur et les réalités auxquelles est confronté le personnel qui rend l'apprentissage dans ce secteur possible.

S'appuyant sur les réponses de 66 organisations membres d'Internationale de l'Éducation représentant plus de 2,3 millions de membres de l'EFTP dans toutes les régions, notre enquête dresse un tableau mondial du statut des enseignant-e-s, de leurs conditions de travail, de leur autonomie professionnelle, de leur formation, de la pénurie d'enseignant-e-s, du financement et du dialogue social dans ce secteur.

Pourquoi ce rapport est-il important ?

Partout dans le monde, les gouvernements se tournent de plus en plus vers l'EFTP pour remédier aux pénuries de compétences, accompagner les mutations industrielles et technologiques, faire face à la numérisation et à l'intelligence artificielle, et préparer les travailleurs et travailleuses à des économies plus durables. Cependant, les résultats de l'enquête montrent que de nombreux systèmes d'EFTP doivent en faire davantage alors qu'ils fonctionnent sous une pression croissante.

Comme l'a souligné David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, la qualité de l'EFTP dépend en fin de compte des personnes qui la dispensent. Développer les systèmes d'EFTP sans investir dans les éducateurs et éducatrices risque de compromettre les résultats mêmes que les gouvernements cherchent à atteindre.

Le rapport met en évidence une contradiction politique manifeste : l'EFTP sont de plus en plus reconnus comme stratégiquement importants, mais les investissements publics, la planification des effectifs, le développement professionnel et le soutien aux personnels ne sont souvent pas à la hauteur de cette ambition.

Principales conclusions de l'enquête

1. La pénurie d'enseignant·e·s est généralisée

L'enquête met en évidence d'importantes pénuries d'enseignant·e·s dans de nombreux pays et régions. Ces pénuries sont particulièrement graves dans :

- Les technologies de l'information et la cybersécurité
- L'ingénierie et l'électronique
- Les métiers du bâtiment
- La fabrication de pointe
- Les mathématiques et les sciences
- Les secteurs de la santé et des soins
- L'intelligence artificielle et les technologies émergentes

La concurrence avec le secteur privé est un thème récurrent tout au long de l'enquête. De nombreux·ses professionnel·le·s qualifié·e·s peuvent gagner nettement plus en travaillant dans l'industrie qu'en enseignant, ce qui rend le recrutement et la fidélisation de plus en plus difficiles.

Les résultats révèlent également que près de 60 % des territoires participants indiquent que le recours à du personnel non qualifié pour pallier la pénurie d'enseignant·e·s est assez courant, voire très courant. Cela soulève de sérieuses préoccupations quant à la qualité, à la sécurité et à la professionnalisation à long terme de l'EFTP.

2. Les salaires et les conditions de travail ne suivent pas

L'enquête fait ressortir de vives préoccupations concernant les salaires et les conditions de travail.

Parmi les principales conclusions, on peut citer :

- Seules 28,6 % des réponses indiquent que les salaires des enseignant·e·s de l'EFTP sont suffisants pour maintenir un niveau de vie raisonnable.
- 39,7 % indiquent que les salaires sont comparables à ceux des professions exigeant des qualifications similaires.



- Plus de la moitié des personnes interrogées indiquent que les salaires avaient stagné ou diminué en termes réels au cours des trois dernières années.
- Plus de la moitié des syndicats participants indiquent que les conditions de travail s'étaient détériorées au cours de la même période.

Les responsables interrogés ont, à plusieurs reprises, établi un lien entre les faibles salaires et les difficultés de recrutement et de fidélisation des enseignant·e·s. Environ 70 % ont identifié la rémunération comme un facteur majeur affectant le recrutement et la fidélisation des enseignant·e·s, tandis que près des trois quarts ont cité les conditions d'emploi comme un facteur majeur.

3. La précarité de l'emploi reste une préoccupation majeure

Si l'emploi à durée indéterminée reste la forme d'emploi la plus courante à l'échelle mondiale, l'enquête révèle des niveaux importants de travail précaire :

- Plus de 67.000 enseignant·e·s représenté·e·s dans l'enquête auraient été employés sous contrat temporaire ou occasionnel.
- Plus de 40 % des syndicats ont signalé une baisse de l'emploi à durée indéterminée au cours de la dernière décennie.
- 80 % des responsables interrogés ont identifié le recours aux contrats occasionnels et à court terme comme un défi majeur dans leur pays.

La précarité de l'emploi affecte l'autonomie professionnelle, l'accès à la protection sociale, la participation syndicale et la stabilité à long terme de la main-d'œuvre.

4. La charge de travail augmente

La charge de travail est apparue comme l'une des préoccupations les plus récurrentes dans toutes les régions.

L'enquête a révélé que :

- 94 % des responsables interrogés ont identifié l'intensification du travail comme un défi majeur.
- 76 % ont indiqué que le rythme et l'intensité du travail avaient augmenté au cours des deux dernières années.
- De nombreux syndicats ont signalé un manque de temps pour la formation professionnelle, l'amélioration des compétences sectorielles, l'élaboration des programmes scolaires et l'accompagnement de l'apprentissage pratique des élèves.

Les exigences administratives croissantes, les pressions liées aux responsabilités, les inspections et la nécessité de mettre à jour en permanence leurs connaissances techniques accentuent la pression qui pèse sur les personnels.

5. La formation professionnelle est essentielle mais inégale

La formation professionnelle revêt une importance particulière dans l'EFTP, car les enseignant·e·s doivent s'adapter en permanence à l'évolution des technologies, des pratiques sectorielles et des besoins du marché du travail.

L'enquête a révélé que :

- Près de 10 % des responsables interrogés ont déclaré ne pas avoir accès au développement professionnel continu (DPC).
- 22 % ont déclaré ne bénéficier d'aucun soutien pour améliorer leurs compétences.
- Plus d'un quart a indiqué ne pas disposer de temps de travail alloué au DPC.
- Près de la moitié des responsables interrogés estiment que les enseignant·e·s ne bénéficient pas d'un soutien suffisant pour suivre une formation professionnelle.

Les participant·e·s ont systématiquement identifié un développement professionnel continu de haute qualité comme essentiel au maintien de la qualité de l'enseignement et du statut professionnel.

6. Le statut professionnel des enseignant·e·s d'EFTP reste peu valorisé

Malgré l'importance croissante du secteur, la reconnaissance sociale reste limitée.

Parmi les principales conclusions, on peut citer :

- 61,4 % des syndicats ayant répondu considèrent que les enseignant·e·s de l'EFTP disposent d'un statut social faible.
- Le statut varie selon les disciplines : l'ingénierie, l'informatique et les domaines techniques sont généralement perçus de manière plus positive que les secteurs des soins, des services à la communauté, des métiers créatifs et de la petite enfance.
- Les inégalités entre les genres restent manifestes : les femmes constituent la majorité des effectifs, tandis que les hommes continuent d'occuper majoritairement les postes de direction.

Les organisations membres ont souligné à plusieurs reprises la persistance de hiérarchies entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel, qui continuent de reléguer l'EFTP au rang de parcours de second ordre dans de nombreux pays.

7. Le sous-investissement menace la qualité de l'EFTP

L'enquête met en évidence des préoccupations concernant les ressources et les capacités institutionnelles.

Les responsables interrogés ont identifié :

- Un investissement insuffisant dans la technologie et les infrastructures numériques.



- Un manque d'équipements et de supports pédagogiques.
- Une concurrence croissante pour les financements et les inscriptions.
- Une privatisation et une externalisation croissantes.
- Une capacité institutionnelle insuffisante pour répondre aux besoins de la communauté.

Plus important encore, 80 % des responsables interrogés estiment que les prestataires d'EFTP ne peuvent pas répondre pleinement aux besoins de la communauté avec les niveaux actuels de soutien et d'investissement

Ce que les syndicats réclament

Dans tous les pays et toutes les régions, un consensus clair s'est dégagé autour de priorités clés. Les organisations membres réclament systématiquement :

Des salaires équitables et des emplois sûrs

- La parité salariale avec les autres enseignant·e·s.
- Des salaires compétitifs permettant d'attirer et de retenir des professionnel·le·s qualifié·e·s.
- Des emplois sûrs et permanents.
- Des droits de négociation collective solides.

Des investissements publics durables

- Une augmentation des financements publics.
- De meilleures infrastructures et installations.
- Des équipements et des technologies modernes.
- Une dépendance réduite à l'égard de la privatisation et de l'externalisation.

Un professionnalisme renforcé

- Une formation initiale des enseignant·e·s de haute qualité.
- Un développement professionnel continu accessible.
- Une autonomie professionnelle.
- Une reconnaissance de l'expertise pédagogique au même titre que l'expérience professionnelle.

Une meilleure reconnaissance de l'EFTP

- Une remise en question des perceptions dépassées de l'enseignement professionnel.
- Une reconnaissance de l'EFTP comme un élément central des systèmes d'éducation publique.
- Une valorisation du statut des enseignant·e·s et des élèves de l'EFTP.

Principaux enseignements pour les organisations membres de l'IE

L'enquête aboutit à une conclusion fondamentale : les défis auxquels sont confrontés l'EFTP sont bien compris et des solutions existent. Ce qui fait défaut, c'est un engagement politique et des investissements suffisants.

Pour les membres de l'IE, quatre priorités se dégagent :

- 1.** Mener campagne pour un accroissement des investissements publics dans les systèmes et les établissements d'EFTP. (La force du public)
- 2.** Défendre les normes professionnelles et s'opposer à la déprofessionnalisation.
- 3.** Renforcer la négociation collective et le dialogue social.
- 4.** Valoriser le statut, la visibilité et l'intérêt public de l'EFTP, ainsi que de ses enseignant·e·s et de son personnel de soutien à l'éducation.

Comme le souligne David Edwards, Secrétaire général de l'IE, dans l'avant-propos, les gouvernements sont confrontés à un choix clair : continuer à exiger davantage de l'EFTP tout en investissant moins dans les personnes qui la font vivre, ou créer les conditions permettant au secteur de tenir ses promesses. Les résultats de l'enquête suggèrent que la vigueur future de l'EFTP dépendra moins de la rhétorique politique que des décisions en matière d'investissement, de soutien au personnel, d'autonomie professionnelle et de respect des enseignant·e·s.

Un secteur de l'EFTP solide nécessite des investissements publics importants, un soutien professionnel solide et un engagement fort envers les enseignants et enseignantes dont le travail transforme les ambitions politiques en opportunités qui changent la vie des élèves et des communautés.



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

Siège

15 Boulevard Bischoffsheim
1000 Bruxelles, Belgique
Tél +32-2 224 0611
headoffice@ei-ie.org
www.ei-ie.org

L'Internationale de l'Éducation représente les organisations d'enseignant·e·s et d'employé·e·s de l'éducation à travers le monde. Il s'agit de la plus grande fédération syndicale mondiale, représentant trente-deux millions d'employé·e·s de l'éducation par le biais de quatre cents organisations réparties dans cent soixante-dix pays et territoires à travers le monde. L'Internationale de l'Éducation regroupe tous les enseignant·e·s et employé·e·s de l'éducation.